

• (1420)

[Traduction]

ON DEMANDE À QUELLE DATE LE MINISTRE DES FINANCES A APPRIS LES NOUVELLES ALLÉGATIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Si c'est le cas, pourquoi n'a-t-on pas informé le Parlement de cette deuxième série d'allégations? Pourquoi la Chambre des communes n'a-t-elle pas été mise au courant de ces nouvelles données?

M. Valcourt: Qu'est-ce que vous feriez sans télévision, John?

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est vous, le gouvernement. Quand est-ce que le ministre des Finances a été avisé de cette deuxième série d'allégations? S'il en a été informé, pourquoi la Chambre, elle, n'a-t-elle pas été mise au courant?

Je voudrais signaler encore une fois au vice-premier ministre qu'il s'agit d'une question parlementaire. Je connais le vice-premier ministre depuis longtemps. Je le vois qui sourit. Il devrait pourtant se rendre compte que la question est très importante et qu'il devrait avoir des réponses à donner.

Je veux que le ministre des Finances revienne à la Chambre pour nous expliquer ce qui se passe.

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, j'aimerais répéter à mon très honorable collègue qu'on n'a pas de leçon à recevoir. On a un corps de police qui existe, qui fait des enquêtes, et le très honorable chef de l'opposition l'a lui-même répété plusieurs fois dans le passé: Il est tout à fait inapproprié de commenter ou d'intervenir de quelque façon que ce soit dans une enquête menée par la GRC.

LA DIVULGATION DES FAITS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au vice-premier ministre et concerne la fuite des documents budgétaires. J'aimerais demander au vice-premier ministre, compte tenu du fait que le solliciteur général vient d'admettre dans cette Chambre que le gouvernement était au courant de la deuxième fuite du Budget dès le début, comment il peut expliquer aux parlementaires et au peuple canadien qu'ils ont refusé, dans le passé, de

Questions orales

dire la vérité et toute la vérité au peuple de notre pays. Pourquoi avoir caché ces faits?

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, au cas où mon collègue n'aurait pas bien compris, je vais le répéter encore une fois. Le Commissaire de la GRC m'a informé que dès le début, l'enquête qui est faite par la GRC incluait la situation dont nous faisons part la nouvelle d'hier. Je pense que c'est assez précis.

[Traduction]

M. le Président: Le député peut poser une question supplémentaire.

ON DEMANDE QUAND LE GROUPE DE TORONTO EST ENTRÉ EN POSSESSION DES RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES

M. John Nunziata (York—Sud—Weston): Monsieur le Président, il est clair que le gouvernement ne donne que des réponses évasives. Il a pourtant l'obligation d'être franc et honnête avec le Parlement et avec les Canadiens.

Je pose précisément la question suivante au vice-premier ministre, qui doit être honnête envers la Chambre et les Canadiens.

Quand le gouvernement a-t-il été averti de la seconde fuite, en particulier? Quand le gouvernement a-t-il su qu'un groupe de gens à Toronto avait des renseignements sur le budget?

Le vice-premier ministre pourrait-il aussi dire à la Chambre s'il croit que le gouvernement avait l'obligation d'informer la Chambre dès la découverte de cette seconde fuite?

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, nous n'avons à recevoir de leçon d'honnêteté d'aucun député ici.

Des voix: Bravo!

M. Blais: Je répète, car c'est important, que ce ne sont que des allégations. Le commissaire nous a dit que, jusqu'ici, rien ne permet de croire que des gens ont tiré davantage d'informations obtenues à l'avance. C'est clair.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE LA DEUXIÈME FUITE DE DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Compte tenu des dernières révélations et des réponses que le gouvernement donne aujourd'hui, il y a non seulement outrage au Parlement, mais aussi outrage à la population du Canada.